

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/200921]

**31 JANVIER 2013. — Décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article L1122-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Les points à l'ordre du jour sont indiqués avec suffisamment de clarté et sont accompagnés d'une note de synthèse explicative. »;

2<sup>o</sup> le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« La convocation ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour peuvent être transmises par voie électronique si le mandataire en a fait la demande par écrit et dispose d'une adresse électronique en vertu du présent paragraphe.

Le collège communal met à la disposition de chaque membre du conseil communal une adresse de courrier électronique personnelle.

Le règlement d'ordre intérieur fixe les modalités d'application du présent paragraphe. »;

3<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le secrétaire communal ou le fonctionnaire désigné par lui, ainsi que le receveur ou le fonctionnaire désigné par lui, se tiennent à la disposition des conseillers afin de leur donner des explications techniques nécessaires à la compréhension des dossiers, et cela pendant au moins deux périodes précédant la séance du conseil communal, dont une période durant les heures normales d'ouverture des bureaux et une période en dehors de ces heures. Le règlement d'ordre intérieur détermine les modalités d'application du présent paragraphe. ».

**Art. 2.** Dans l'article L1122-24, alinéa 3, du même Code, modifié par le décret du 8 décembre 2005, les mots « de synthèse » sont insérés entre les mots « note » et « explicative ».

**Art. 3.** Dans le même Code, il est inséré un article L1122-37 rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le conseil communal peut déléguer, au collège communal, la compétence d'octroyer les subventions :

1<sup>o</sup> qui figurent nominativement au budget, dans les limites des crédits qui y sont inscrits à cet effet et approuvés par l'autorité de tutelle;

2<sup>o</sup> en nature;

3<sup>o</sup> motivées par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues.

La décision du collège communal adoptée sur la base de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, est motivée et est portée à la connaissance du conseil communal, lors de sa prochaine séance, pour prise d'acte.

§ 2. Chaque année, le collège communal fait rapport au conseil communal sur :

1<sup>o</sup> les subventions qu'il a octroyées au cours de l'exercice, en vertu du présent article;

2<sup>o</sup> les subventions dont il a contrôlé l'utilisation au cours de l'exercice, en vertu de l'article L3331-7. ».

**Art. 4.** L'article L1523-13, § 4, alinéa 6, du même Code, inséré par le décret du 9 mars 2007, est complété par la phrase suivante :

« Dans les 15 jours de son adoption, ce plan est communiqué, par voie électronique ou sous format papier, au Gouvernement. ».

**Art. 5.** L'article L2212-11 du même Code, modifié par le décret du 8 décembre 2005, est complété par un alinéa 7 rédigé comme suit :

« Tout point inscrit à l'ordre du jour est accompagné d'une note de synthèse explicative. ».

**Art. 6.** A l'article L2212-22 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Les points de l'ordre du jour sont indiqués avec suffisamment de clarté et sont accompagnés d'une note de synthèse explicative. »;

2<sup>o</sup> le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« La convocation ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour peuvent être transmises par voie électronique si le mandataire en a fait la demande par écrit et dispose d'une adresse électronique en vertu du présent paragraphe.

Le collège provincial met à la disposition de chaque membre du conseil communal une adresse de courrier électronique personnelle.

Le règlement d'ordre intérieur fixe les modalités d'application du présent paragraphe. »;

3<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le greffier ou le fonctionnaire désigné par lui, ainsi que le receveur ou le fonctionnaire désigné par lui, se tiennent à la disposition des conseillers afin de leur donner des explications techniques nécessaires à la compréhension des dossiers, et cela pendant au moins deux périodes avant la séance du conseil provincial, dont une période durant les heures normales d'ouverture des bureaux et une période en dehors de ces heures. Le règlement d'ordre intérieur détermine les modalités d'application du présent paragraphe. »;

4<sup>o</sup> dans le paragraphe 4, les mots « de synthèse » sont insérés entre les mots « note » et « explicative ».

**Art. 7.** L'article L2212-32 du même Code est complété de la manière suivante :

« § 6. Le conseil provincial peut déléguer, au collège provincial, la compétence d'octroyer les subventions :

1<sup>o</sup> qui figurent nominativement au budget, dans les limites des crédits qui y sont inscrits à cet effet et approuvés par l'autorité de tutelle;

2<sup>o</sup> en nature;

3<sup>o</sup> motivées par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues.

La décision du collège provincial adoptée sur la base de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, est motivée et est portée à la connaissance du conseil provincial, lors de sa prochaine séance, pour prise d'acte.

Chaque année, le collège provincial fait rapport au conseil provincial sur :

1<sup>o</sup> les subventions qu'il a octroyées au cours de l'exercice, en vertu du présent article;

2° les subventions dont il a contrôlé l'utilisation au cours de l'exercice, en vertu de l'article L3331-7. ».

**Art. 8.** A l'article L3111-2 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 1° les mots « la Direction générale des Pouvoirs locaux du Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par « la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé du Service public de Wallonie »;

2° au point 4° les mots « le collège provincial » sont abrogés.

**Art. 9.** A l'article L3122-2 du même Code, inséré par le décret du 22 novembre 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 4°, a), les mots « le choix du mode de passation et » sont abrogés;

2° le 5° est abrogé.

**Art. 10.** A l'article L3122-3 du même Code, inséré par le décret du 22 novembre 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° le « 1° » est abrogé;

2° au 4°, a), les mots « le choix du mode de passation et » sont abrogés;

3° le 5° est abrogé.

**Art. 11.** A l'article L3131-1, § 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par le décret du 22 novembre 2007, les mots « du collège provincial » sont remplacés par le mot « Gouvernement ».

**Art. 12.** A l'article L3132-1 du même Code, modifié par le décret du 22 novembre 2007 les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup> : les mots « collège provincial » sont remplacés par « Gouvernement »;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot, « § 1<sup>er</sup> » est abrogé;

3° au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est abrogé;

4° le paragraphe 2 est abrogé;

5° au paragraphe 3, les mots « le collège provincial ou » et « , selon le cas, » sont abrogés;

6° au paragraphe 3, les mots « les autorités de tutelle peuvent » sont remplacés par « le Gouvernement peut »; au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « elles peuvent » sont remplacés par les mots « il peut »;

7° au paragraphe 4 : les mots « le collège provincial ou » et « , selon le cas, » sont à chaque fois abrogés.

**Art. 13.** L'article L3133-1 du même Code est abrogé.

**Art. 14.** L'article L3133-2 du même Code est abrogé.

**Art. 15.** L'article L3133-4 du même Code est abrogé.

**Art. 16.** L'article L3133-5 du même Code est abrogé.

**Art. 17.** L'intitulé du Titre III du Livre IV de la troisième partie du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Titre III. — Octroi et contrôle de l'octroi et de l'utilisation de certaines subventions, chapitre unique »

**Art. 18.** Dans la troisième partie, Livre IV, Titre III, chapitre unique, du même Code, est insérée une section 1<sup>re</sup> intitulée « Champ d'application ».

**Art. 19.** Dans la section 1<sup>re</sup>, insérée par l'article 18, l'article L3331-1 est remplacé par ce qui suit :

« Art. L3331-1. § 1<sup>er</sup>. Le présent titre s'applique à toute subvention visée à l'article L3331-2, octroyée par les dispensateurs suivants :

1° les provinces;

2° les communes;

3° les régies provinciales autonomes;

4° les régies communales autonomes;

5° les établissements locaux chargés de la gestion du temporel du culte, à l'exception de ceux de la région de langue allemande;

6° les ASBL communales;

7° les associations visées à l'article L2223-13;

8° tout autre établissement d'intérêt provincial ou communal doté de la personnalité juridique et créé par un décret ou en vertu de celui-ci;

9° les agglomérations;

10° les fédérations de communes;

11° les associations de provinces;

12° les associations de communes;

13° les organes territoriaux intracommunaux (secteurs) visés à l'article L1411-1.

§ 2. Le bénéficiaire d'une subvention est soit une personne physique, soit une personne morale, soit une association dépourvue de la personnalité juridique.

§ 3. Le présent titre ne s'applique pas aux subventions d'une valeur inférieure à 2.500 euros accordées par les dispensateurs visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, sauf à eux le droit d'imposer aux bénéficiaires tout ou partie des obligations prévues par le présent titre, sans préjudice des obligations résultant des articles L3331-6 et L3331-8, § 1<sup>er</sup>, 1°, qui s'imposent en tout cas.

Pour les subventions d'une valeur comprise entre 2.500 euros et 25.000 euros, le dispensateur peut exonérer le bénéficiaire de tout ou partie des obligations prévues par le présent titre, sans que ce dernier puisse cependant être dispensé des obligations résultant des articles L3331-6 et L3331-8, § 1<sup>er</sup>, 1°. ».

**Art. 20.** Dans la section 1<sup>re</sup>, insérée par l'article 18, l'article L3331-2 est remplacé par ce qui suit :

« Art. L3331-2. Pour l'application du présent titre, il y a lieu d'entendre par subvention toute contribution, avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, octroyée à des fins d'intérêt public à l'exclusion :

1° des subventions soumises aux dispositions de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral ou aux dispositions de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation de la Cour des Comptes;

2° des aides qui découlent d'une obligation imposée par ou en vertu d'une loi ou d'un décret;

3° des cotisations versées par les dispensateurs aux organismes dont ils sont membres, en échange de prestations spécifiques exécutées par ces organismes au profit des dispensateurs;

4° des prix décernés en reconnaissance ou en récompense des mérites de leur bénéficiaire;

5° des subventions octroyées par la commune au C.P.A.S. qui la dessert. ».

**Art. 21.** Dans la troisième partie, Livre IV, Titre III, chapitre unique, du même Code, est inséré une section 2 intitulée « Octroi des subventions ».

**Art. 22.** Dans la section 2, insérée par l'article 21, l'article L3331-3 est remplacé par ce qui suit :

« Art. L3331-3. § 1<sup>er</sup>. Le dispensateur peut demander à une personne morale ou à une association dépourvue de la personnalité juridique qui sollicite l'octroi d'une subvention ou à laquelle il souhaite octroyer une subvention les documents suivants :

1° le budget de l'exercice auquel se rattache la subvention;

2° le budget de l'événement ou de l'investissement particulier que la subvention est destinée à financer;

3° ses comptes annuels les plus récents.

§ 2. Le bénéficiaire qui demande une subvention destinée à couvrir des dépenses déjà engagées joint, à sa demande, les justifications de ces dépenses. ».

**Art. 23.** Dans la section 2 insérée par l'article 21, l'article L3331-4 est remplacé par ce qui suit :

« Art. L3331-4. § 1<sup>er</sup>. Le dispensateur formalise l'octroi de la subvention dans une délibération.

§ 2. Sauf si un règlement du dispensateur ou une convention prise en exécution de la délibération y pourvoit, la délibération précise :

1° la nature de la subvention;

2° son étendue;

3° l'identité ou la dénomination du bénéficiaire;

4° les fins en vue desquelles la subvention est octroyée;

5° les conditions d'utilisation particulières, le cas échéant;

6° les justifications exigées du bénéficiaire ainsi que, s'il y échet, les délais dans lesquels ces justifications doivent être produites;

7° les modalités de liquidation de la subvention.

Lorsque la subvention est octroyée pour couvrir des dépenses pour lesquelles le bénéficiaire a déjà produit des justifications, la délibération ne contient pas la mention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>. ».

**Art. 24.** Dans la section 2 insérée par l'article 21, l'article L3331-5 est remplacé par ce qui suit :

« Art. L3331-5. Le dispensateur sursoit à l'adoption de la délibération visée à l'article L3331-4 aussi longtemps que le bénéficiaire doit restituer une subvention précédemment reçue, en vertu de l'article L3331-8. ».

**Art. 25.** Dans la troisième partie, Livre IV, Titre III, chapitre unique, du même Code, est inséré une section 3 intitulée « Utilisation et contrôle de l'utilisation des subventions ».

**Art. 26.** Dans la section 3 insérée par l'article 25, l'article L3331-6 est remplacé par ce qui suit :

« Art. L3331-6. Le bénéficiaire :

1° utilise la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée;

2° atteste son utilisation au moyen des justifications visées à l'article L3331-4, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>;

3° le cas échéant, respecte les conditions d'utilisation particulières visées à l'article L3331-4, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>. ».

**Art. 27.** Dans la section 3, insérée par l'article 25, l'article L3331-7 est remplacé par ce qui suit :

« Art. L3331-7. § 1<sup>er</sup>. Le dispensateur contrôle l'utilisation de la subvention au moyen des justifications visées à l'article L3331-4, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>.

Il a également le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'utilisation de la subvention octroyée.

§ 2. A l'issue du ou des contrôles, le dispensateur adopte une délibération qui précise si la (les) subvention(s) a (ont) été utilisée(s) aux fins en vue desquelles elle(s) a (ont) été octroyée(s). ».

**Art. 28.** Dans la troisième partie, Livre IV, Titre III, chapitre unique, du même Code, est inséré une section 4 intitulée « Restitution des subventions ».

**Art. 29.** Dans la section 4, insérée par l'article 28, l'article L3331-8 est remplacé par ce qui suit :

« Art. L3331-8. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions résolutoires auxquelles la subvention est soumise, le bénéficiaire restitue celle-ci dans les cas suivants :

1° lorsqu'il n'utilise pas la subvention aux fins en vue desquelles elle a été octroyée;

2° lorsqu'il ne respecte pas les conditions d'octroi particulières visées à l'article L3331-4, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>;

3° lorsqu'il ne fournit pas les justifications visées à l'article L3331-4, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, dans les délais requis;

4° lorsqu'il s'oppose à l'exercice du contrôle visé à l'article L3331-7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Toutefois, dans les cas prévus à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, le bénéficiaire ne restitue que la partie de la subvention qui n'a pas été utilisée aux fins en vue desquelles elle a été octroyée ou qui n'est pas justifiée.

Pour les subventions en nature, la restitution se fait par équivalent.

§ 2. Les dispensateurs qui ont le pouvoir d'établir des impositions directes sont autorisés à recouvrer par voie de contrainte les subventions sujettes à restitution. La contrainte est décernée par le comptable chargé du recouvrement. Elle est rendue exécutoire par l'autorité administrative habilitée à rendre exécutoire le rôle des impositions directes respectives desdits dispensateurs. ».

**Art. 30.** L'article L3331-9 est abrogé.

**Art. 31.** Dans l'article L1523-10, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, est apportée la modification suivante :

1° les mots « Les convocations » sont insérés avant les mots « Les documents ».

2° les mots « si le mandataire en a fait la demande par écrit et dispose d'une adresse électronique en vertu du présent paragraphe » sont insérés après les mots « par voie électronique ».

**Art. 32.** Le présent décret entre en vigueur au 1<sup>er</sup> juin 2013.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 31 janvier 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

—  
Note

(1) *Session 2012-2013.*

*Documents du Parlement wallon*, 699 (2012-2013). N<sup>os</sup> 1 à 6.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 30 janvier 2013.

Discussion.

Vote.

—  
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/200921]

**31. JANUAR 2013 — Dekret zur Abänderung gewisser Bestimmungen  
des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung sanktionieren es:

**Artikel 1** - In Artikel L1122-13 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt: "Die Punkte auf der Tagesordnung werden mit genügender Deutlichkeit angegeben. Zudem wird ihnen ein zusammenfassendes Erläuterungsschreiben beigelegt.";

2° § 1 wird durch drei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Auf schriftlichen Antrag des Mandatträgers und wenn dieser kraft des vorliegenden Paragraphen über eine elektronische Adresse verfügt, können die Einberufung und die Unterlagen bezüglich der in die Tagesordnung aufgenommenen Punkte auf elektronischem Wege übermittelt werden.

Das Gemeindegremium stellt jedem Gemeinderatsmitglied eine persönliche E-Mail-Adresse zur Verfügung.

Die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen sind in der allgemeinen Dienstordnung festgelegt.";

3° in § 2 wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Der Gemeindegemeindeführer oder der von ihm bezeichnete Beamte sowie der Einnehmer oder der von ihm bezeichnete Beamte stehen den Ratsmitgliedern zur Verfügung, um ihnen die für das Verständnis der Akten notwendigen technischen Erklärungen zu geben, und dies während mindestens zwei Perioden vor der Sitzung des Gemeinderats, wobei eine Periode innerhalb der gewöhnlichen Öffnungszeiten der Büros und eine außerhalb dieser Uhrzeiten anberaumt wird. Die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen sind in der allgemeinen Dienstordnung bestimmt."

**Art. 2** - In Artikel L1122-24, Absatz 3 desselben Kodex, abgeändert durch das Dekret vom 8. Dezember 2005, wird vor das Wort "Erläuterungsschreiben" das Wort "zusammenfassendes" eingefügt.

**Art. 3** - In denselben Kodex wird ein Artikel L1122-37 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“§ 1. Der Gemeinderat kann dem Gemeindegremium die Zuständigkeit für die Gewährung folgender Zuschüsse übertragen:

1° Zuschüsse, die namentlich im Haushaltsplan eingetragen sind - im Rahmen der zu diesem Zweck im ordentlichen Haushaltsplan eingetragenen, durch die Aufsichtsbehörde genehmigten Mittel;

2° Sachleistungen;

3° Zuschüsse, die durch die Dringlichkeit oder durch zwingende und unvorhergesehene Umstände gerechtfertigt sind.

Der auf der Grundlage von Absatz 1, 3° verabschiedete Beschluss des Gemeindegremiums ist zu begründen und dem Gemeinderat anlässlich seiner nächsten Sitzung zwecks Protokollierung zur Kenntnis zu bringen.

§ 3. Jedes Jahr erstattet das Gemeindegremium vor dem Gemeinderat Bericht über:

1° die Zuschüsse, die während des Geschäftsjahres aufgrund des vorliegenden Artikels von ihm gewährt wurden;

2° die Zuschüsse, deren Verwendung während des Geschäftsjahres von ihm aufgrund des Artikels L3331-7 kontrolliert wurde.”.

**Art. 4** - Artikel L1523-13, § 4, Absatz 6 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 9. März 2007, wird durch den folgenden Satz ergänzt:

“Innerhalb von 15 Tagen nach seiner Verabschiedung wird dieser Plan der Regierung auf elektronischem Wege oder in gedruckter Form übermittelt.”.

**Art. 5** - Artikel L2212-11 desselben Kodex, abgeändert durch das Dekret vom 8. Dezember 2005, wird durch einen Absatz 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Jedem in die Tagesordnung aufgenommenen Punkt wird ein zusammenfassendes Erläuterungsschreiben beigelegt.”.

**Art. 6** - In Artikel L2212-22 desselben Kodex werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird Absatz 4 durch Folgendes ersetzt:

“Die Punkte auf der Tagesordnung werden mit genügender Deutlichkeit angegeben. Zudem wird ihnen ein zusammenfassendes Erläuterungsschreiben beigelegt.”;

2° § 1 wird durch drei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Auf schriftlichen Antrag des Mandatsträgers und wenn dieser aufgrund des vorliegenden Paragraphen über eine elektronische Adresse verfügt, können die Einberufung und die Unterlagen bezüglich der in die Tagesordnung aufgenommenen Punkte auf elektronischem Wege übermittelt werden.

Das Provinzkollegium stellt jedem Gemeinderatsmitglied eine persönliche E-Mail-Adresse zur Verfügung.

Die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen sind in der Tagesordnung festgelegt.”;

3° in § 2 wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

“Der Greffier oder der von ihm bezeichnete Beamte sowie der Einnahmer oder der von ihm bezeichnete Beamte stehen den Ratsmitgliedern zur Verfügung, um ihnen die für das Verständnis der Akten notwendigen technischen Erklärungen zu geben, und dies während mindestens zwei Perioden vor der Sitzung des Provinzialrats, wobei eine Periode innerhalb der gewöhnlichen Öffnungszeiten der Büros und eine außerhalb dieser Uhrzeiten anberaumt wird. Die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen sind in der allgemeinen Dienstordnung bestimmt.”;

4° in § 4 wird vor das Wort “Erläuterungsschreiben” das Wort “zusammenfassendes” eingefügt.

**Art. 7** - Artikel L2212-32 desselben Kodex wird durch Folgendes ergänzt:

“§ 6. Der Provinzialrat kann dem Provinzkollegium die Zuständigkeit für die Gewährung folgender Zuschüsse übertragen:

1° Zuschüsse, die namentlich im Haushaltsplan eingetragen sind - im Rahmen der zu diesem Zweck im ordentlichen Haushaltsplan eingetragenen, durch die Aufsichtsbehörde genehmigten Mittel;

2° Sachleistungen;

3° Zuschüsse, die durch die Dringlichkeit oder durch zwingende und unvorhergesehene Umstände gerechtfertigt sind.

Der auf der Grundlage von Absatz 1, 3° verabschiedete Beschluss des Provinzkollegiums ist mit Begründungen zu versehen und dem Provinzialrat während seiner nächsten Sitzung zwecks Protokollierung zur Kenntnis zu bringen.

Jedes Jahr erstattet das Provinzkollegium vor dem Provinzialrat Bericht über:

1° die Zuschüsse, die während des Geschäftsjahres aufgrund des vorliegenden Artikels von ihm gewährt wurden;

2° die Zuschüsse, deren Verwendung während des Geschäftsjahres von ihm aufgrund des Artikels L3331-7 kontrolliert wurde.”.

**Art. 8** - In Artikel L3111-2 desselben Kodex werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° unter 1° wird der Wortlaut “die Generaldirektion der lokalen Behörden des Ministeriums der Wallonischen Region” durch den Wortlaut “die operative Generaldirektion Lokale Behörden, Soziale Maßnahmen und Gesundheit des Öffentlichen Dienstes der Wallonie” ersetzt.

2° unter 4° wird der Wortlaut “das Provinzkollegium,” gestrichen.

**Art. 9** - In Artikel L3122-2 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 22. November 2007, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° unter 4°, a) wird der Wortlaut “die Wahl des Verfahrens für den Abschluss und” gestrichen;

2° Punkt 5° wird gestrichen.



**Art. 10** - In Artikel L3122-3 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 22. November 2007, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Punkt 1° wird gestrichen;

2° unter 4°, a) wird der Wortlaut "die Wahl des Verfahrens für den Abschluss und" gestrichen;

3° Punkt 5° wird gestrichen.

**Art. 11** - In Artikel L3131-1, § 1 desselben Kodex, abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007, wird der Wortlaut "des Provinzkollegiums" durch den Wortlaut "der Regierung" ersetzt.

**Art. 12** - In Artikel L3132-1 desselben Kodex, abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird der Wortlaut "an das Provinzkollegium" durch den Wortlaut "der Regierung" ersetzt;

2° in § 1, Absatz 1 wird der Wortlaut ", § 1" gestrichen;

3° in § 1 wird Absatz 2 gestrichen;

4° § 2 wird gestrichen;

5° in § 3 werden die Wortlaute "Das Provinzkollegium oder" und "- je nach Fall -" gestrichen;

6° in § 3 wird der Wortlaut "können die Aufsichtsbehörden" durch den Wortlaut "kann die Regierung" ersetzt; in § 3, Absatz 2 wird das Wort "können" durch das Wort "kann" ersetzt;

7° in § 4 werden die Wortlaute "Das Provinzkollegium oder" und "- je nach Fall -" jeweils gestrichen;

**Art. 13** - Artikel L3133-1 desselben Kodex wird aufgehoben.

**Art. 14** - Artikel L3133-2 desselben Kodex wird aufgehoben.

**Art. 15** - Artikel L3133-4 desselben Kodex wird aufgehoben.

**Art. 16** - Artikel L3133-5 desselben Kodex wird aufgehoben.

**Art. 17** - Die Bezeichnung von Titel III des Buches IV im dritten Teil desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:  
"Titel III — Gewährung und Kontrolle der Gewährung und der Verwendung bestimmter Zuschüsse, Einziges Kapitel"

**Art. 18** - In den dritten Teil, Buch IV, Titel III, Einziges Kapitel desselben Kodex wird ein Abschnitt 1 mit dem Titel "Anwendungsbereich" eingefügt.

**Art. 19** - In dem durch Artikel 18 eingefügten Abschnitt 1 wird Artikel L3331-1 durch Folgendes ersetzt:

"Art. L3331-1 - § 1. Der vorliegende Titel ist auf jeden in Artikel L3331-2 erwähnten Zuschuss anwendbar, der von den folgenden Zuschussgebern gewährt wird:

1° den Provinzen;

2° den Gemeinden;

3° den autonomen Provinzialregionen;

4° den autonomen Gemeinderegionen;

5° den mit der Verwaltung der weltlichen Angelegenheiten der Kulte beauftragten lokalen Einrichtungen, mit Ausnahme derjenigen, die zum Gebiet deutscher Sprache gehören;

6° den kommunalen VoG;

7° den in Artikel L2223-13 erwähnten Vereinigungen;

8° jeglicher sonstigen, durch ein Dekret oder aufgrund eines Dekrets geschaffenen Einrichtung provinziellen oder kommunalen Interesses mit Rechtspersönlichkeit;

9° den Agglomerationen;

10° den Gemeindeföderationen;

11° den Provinzvereinigungen;

12° den Gemeindevereinigungen;

13° den in Artikel L1411-1 erwähnten intrakommunalen territorialen Organen (Distrikten).

§ 2. Der Zuschussempfänger ist entweder eine natürliche Person oder eine juristische Person oder eine Vereinigung ohne Rechtspersönlichkeit.

§ 3. Der vorliegende Titel ist nicht anwendbar auf die von den in § 1 erwähnten Zuschussgebern gewährten Zuschüsse, die einen Wert von 2.500 Euro nicht erreichen. Diese Zuschussgeber haben jedoch das Recht, den Zuschussempfängern die im vorliegenden Titel vorgesehenen Verpflichtungen teilweise oder ganz aufzuerlegen, unbeschadet der sich aus Artikel L3331-6 und Artikel L3331-8, § 1, 1° ergebenden Verpflichtungen, die in allen Fällen anwendbar sind.

Für die Zuschüsse, die sich auf einen Wert zwischen 2.500 und 25.000 Euro belaufen, kann der Zuschussgeber den Zuschussempfänger von den im vorliegenden Titel vorgesehenen Verpflichtungen ganz oder teilweise befreien, ohne dass dieser jedoch von den Verpflichtungen befreit werden kann, die sich aus Artikel L3331-6 und Artikel L3331-8, § 1, 1° ergeben."

**Art. 20** - In dem durch Artikel 18 eingefügten Abschnitt 1 wird Artikel L3331-2 durch Folgendes ersetzt:

"Art. L3331-2 - Für die Anwendung des vorliegenden Titels ist unter Zuschuss jeglicher Beitrag, Vorteil oder jegliche Beihilfe unter irgendwelcher Form oder Bezeichnung zu verstehen, der/die zu Zwecken öffentlichen Interesses gewährt wird, mit Ausnahme:

1° derjenigen Zuschüsse, die den Bestimmungen des Gesetzes vom 22. Mai 2003 zur Organisation des Haushalts und der Buchführung des Föderalstaats oder den Bestimmungen des Gesetzes vom 16. Mai 2003 zur Festlegung der allgemeinen Bestimmungen, die auf die Haushalte, die Kontrolle der Zuschüsse, die Buchführung der Gemeinschaften und Regionen und die Organisation des Rechnungshofes anwendbar sind, unterliegen;

2° derjenigen Beihilfen, die sich aus einer Verpflichtung ergeben, die durch ein Gesetz oder Dekret oder aufgrund eines Gesetzes oder Dekrets auferlegt wird;

3° derjenigen Beiträge, die zugunsten von Einrichtungen ausbezahlt werden, von denen die Beitraggeber Mitglieder sind, als Gegenleistung dafür, dass diese Einrichtungen zugunsten der Beitraggeber bestimmte Leistungen erbracht haben;

4° der als Anerkennung der Verdienste des Empfängers oder als Belohnung hierfür gewährten Preise;

5° derjenigen Zuschüsse, die von einer Gemeinde dem Ö.S.H.Z., in dessen Zuständigkeit sie fällt, gewährt wird.“.

**Art. 21** - In den dritten Teil, Buch IV, Titel III, Einziges Kapitel desselben Kodex wird ein Abschnitt 2 mit dem Titel "Gewährung der Zuschüsse" eingefügt.

**Art. 22** - In dem durch Artikel 21 eingefügten Abschnitt 2 wird Artikel L3331-3 durch Folgendes ersetzt:

"Art. L3331-3 - § 1. Der Zuschussgeber kann von einer juristischen Person oder Vereinigung ohne Rechtspersönlichkeit, die eine Bezuschussung beantragt oder der er einen Zuschuss gewähren möchte, folgende Unterlagen verlangen:

1° den Haushalt des Geschäftsjahres, auf das sich der Zuschuss bezieht;

2° den Haushalt der Veranstaltung oder der spezifischen Investition, zur Finanzierung deren der Zuschuss bestimmt ist;

3° ihre aktuellsten Jahresabschlüsse.

§ 2. Der Empfänger, der einen Zuschuss zur Deckung bereits getätigter Ausgaben beantragt, hat seinem Antrag die Ausgabenbelege beizufügen.“.

**Art. 23** - In dem durch Artikel 21 eingefügten Abschnitt 2 wird Artikel L3331-4 durch Folgendes ersetzt:

"Art. L3331-4 - § 1. Der Zuschussgeber formalisiert die Gewährung des Zuschusses in einer Beschlussfassung.

§ 2. Außer wenn sie in einer Regelung seitens des Zuschussgebers oder einer in Ausführung des Beschlusses abgeschlossenen Vereinbarung stehen, werden folgende Elemente in der Beschlussfassung angegeben:

1° die Art des Zuschusses;

2° dessen Umfang;

3° die Identität bzw. Bezeichnung des Zuschussempfängers;

4° die Zwecke, zu denen der Zuschuss gewährt wird;

5° ggf. die besonderen Verwendungsbedingungen;

6° die Belegstücke, die von dem Zuschussempfänger verlangt werden, sowie ggf. die Fristen, innerhalb deren diese Belegstücke vorgelegt werden müssen;

7° die Modalitäten für die Auszahlung des Zuschusses.

Wird der Zuschuss gewährt zur Deckung von Ausgaben, für die der Zuschussempfänger bereits Belegstücke vorgelegt hat, so muss die in Absatz 1, 6° erwähnte Angabe nicht in der Beschlussfassung angeführt werden.“.

**Art. 24** - In dem durch Artikel 21 eingefügten Abschnitt 2 wird Artikel L3331-5 durch Folgendes ersetzt:

"Art. L3331-5 - Solange der Zuschussempfänger einen bereits erhaltenen Zuschuss aufgrund von Artikel L3331-8 zurückzuerstatten hat, wird die in Artikel L3331-4 erwähnte Beschlussfassung vom Zuschussgeber ausgesetzt.“.

**Art. 25** - In den dritten Teil, Buch IV, Titel III, Einziges Kapitel desselben Kodex wird ein Abschnitt 3 mit dem Titel "Verwendung und Kontrolle der Verwendung der Zuschüsse" eingefügt.

**Art. 26** - In dem durch Artikel 25 eingefügten Abschnitt 3 wird Artikel L3331-6 durch Folgendes ersetzt:

"Art. L3331-6 - Der Zuschussempfänger muss:

1° den Zuschuss zu den Zwecken verwenden, für die er gewährt wurde;

2° diese Verwendung anhand der in Artikel L3331-4, § 2, Absatz 1, 6° erwähnten Belegstücke rechtfertigen;

3° ggf. die in Artikel L3331-4, § 2, Absatz 1, 5° erwähnten besonderen Verwendungsbedingungen einhalten.“.

**Art. 27** - In dem durch Artikel 25 eingefügten Abschnitt 3 wird Artikel L3331-7 durch Folgendes ersetzt:

"Art. L3331-7 - § 1. Anhand der in Artikel L3331-4, § 2, Absatz 1, 6° erwähnten Belegstücke kontrolliert der Zuschussgeber die Verwendung des Zuschusses.

Er hat auch das Recht, vor Ort die Verwendung des gewährten Zuschusses kontrollieren zu lassen.

§ 2. Nach der/den Kontrolle(n) fasst der Zuschussgeber einen Beschluss, in dem angegeben wird, ob der Zuschussempfänger seine(n) Zuschuss/Zuschüsse zu den Zwecken, für die er/sie gewährt wurde(n), verwendet hat.“.

**Art. 28** - In den dritten Teil, Buch IV, Titel III, Einziges Kapitel desselben Kodex wird ein Abschnitt 4 mit dem Titel "Rückerstattung der Zuschüsse" eingefügt.

**Art. 29** - In dem durch Artikel 28 eingefügten Abschnitt 4 wird Artikel L3331-8 durch Folgendes ersetzt:

"Art. L3331-8 - § 1. Unbeschadet der auflösenden Bestimmungen, denen der Zuschuss unterliegt, hat der Zuschussempfänger diesen Zuschuss in den folgenden Fällen zurückzuerstatten:

1° wenn er den Zuschuss nicht zu den Zwecken verwendet, für die er ihm gewährt wurde;

2° wenn er die in Artikel L3331-4, § 2, Absatz 1, 5° erwähnten besonderen Gewährungsbedingungen nicht einhält;

3° wenn er innerhalb der gesetzten Frist die in Artikel L3331-4, § 2, Absatz 1, 6° erwähnten Belegstücke nicht vorbringt;

4° wenn er sich der in Art. L3331-7, § 1, Absatz 2 erwähnten Kontrolle widersetzt.

In den in Absatz 1, 1° und 3° vorgesehenen Fällen muss der Zuschussempfänger jedoch nur den Teil des Zuschusses zurückerstatten, der nicht zu den Zwecken verwendet worden ist, für die er gewährt wurde, oder der nicht gerechtfertigt ist.

Für Zuschüsse in Form von Sachleistungen erfolgt die Rückerstattung durch einen entsprechenden Ausgleich.

§ 2. Die Zuschussgeber, die über die Befugnis verfügen, direkte Steuern zu erheben, sind berechtigt, die zurückzuerstattenden Zuschüsse durch Zahlungsbefehle beizutreiben. Der Zahlungsbefehl wird von dem mit der Beitreibung beauftragten Rechnungsführer erlassen. Der Zahlungsbefehl wird durch die Verwaltungsbehörde für vollstreckbar erklärt, die dazu befugt ist, die Heberolle der betreffenden direkten Steuern besagter Zuschussgeber für vollstreckbar zu erklären.

**Art. 30** - Artikel L3331-9 wird aufgehoben.

**Art. 31** - In Artikel L1523-10, § 2, Absatz 1 desselben Kodex wird die folgende Abänderung vorgenommen:

1° vor den Wortlaut "die Unterlagen" wird der Wortlaut "Die Einberufungen und" eingefügt.

2° nach dem Wortlaut "auf elektronischem Wege" wird der Wortlaut ", wenn der Mandatsträger dies schriftlich beantragt hat und wenn er aufgrund des vorliegenden Paragraphen über eine elektronische Adresse verfügt" eingefügt.

**Art. 32** - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Juni 2013 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 31. Januar 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

—————  
Note

(1) *Sitzung 2012-2013.*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments, 699 (2012-2013). Nrn. 1 bis 6.*

*Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 30. Januar 2013.*

Diskussion.

Abstimmung.

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/200921]

### 31 JANUARI 2013. — Decreet houdende wijziging van bepaalde bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In artikel L1122-13 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, wordt het tweede lid vervangen als volgt : "De agendapunten dienen met voldoende duidelijkheid aangegeven te worden en worden vergezeld van een verklarende synthesesnota.";

2° § 1 wordt aangevuld met drie leden luidend als volgt :

"De oproeping en de stukken betreffende de agendapunten kunnen per e-mail toegezonden worden indien de mandataris daarom schriftelijk heeft verzocht en over een elektronisch adres overeenkomstig deze paragraaf beschikt.

Het gemeentecollege stelt een persoonlijk elektronisch adres ter beschikking van elk lid van de gemeenteraad.

Het huishoudelijk reglement bepaalt de nadere regels voor de toepassing van deze paragraaf.";

3° in § 2, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"De gemeentesecretaris of de door hem aangewezen ambtenaar alsmede de ontvanger of de door hem aangewezen ambtenaar blijven ter beschikking van de raadsleden om hun technische inlichtingen die nodig zijn voor het begrip van de dossiers te verstrekken ten minste tijdens twee periodes vóór de zitting van de gemeenteraad, waaronder één periode tijdens de normale openingsuren van de kantoren en één periode buiten deze uren. Het huishoudelijk reglement bepaalt de nadere regels voor de toepassing van deze paragraaf."

**Art. 2.** In artikel L1122-24, derde lid, van hetzelfde Code, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, worden de woorden "verklarende nota" vervangen door de woorden "verklarende synthesesnota".

**Art. 3.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L1122-37 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 1. De gemeenteraad kan het gemeentecollege afvaardigen voor de toekenning van de toelagen :

1° die in de begroting nominatief worden opgenomen, binnen de perken van de kredieten die er daartoe opgenomen zijn en door de toezichtoverheid zijn goedgekeurd;

2° in natura;

3° die door de dringende noodzakelijkheid of wegens dwingende en onvoorziene redenen gemotiveerd worden.

De op basis van het eerste lid, 3°, aangenomen beslissing van het gemeentecollege is met redenen omkleed en wordt voor akteneming medegedeeld aan de gemeenteraad bij zijn volgende zitting.

§ 2. Jaarlijks brengt het gemeentecollege een verslag aan de gemeenteraad over :

1° de toelagen die hij tijdens het boekjaar krachtens dit artikel heeft toegekend;

2° de toelagen waarvoor hij tijdens het boekjaar krachtens artikel L3331-7 de uitoefening ervan heeft gecontroleerd."

**Art. 4.** Artikel L1523-13, § 4, zesde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 9 maart 2007 wordt aangevuld als volgt :

"Binnen 15 dagen na zijn goedkeuring, wordt dit plan langs de elektronische weg of op papier aan de Regering medegedeeld."



**Art. 5.** Artikel L2212-11, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, wordt aangevuld met een lid 7, luidend als volgt :

"Elk agendapunt wordt vergezeld van een verklarende synthese nota."

**Art. 6.** In artikel L2212-22 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, wordt het vierde lid vervangen als volgt :

"De agendapunten dienen met voldoende duidelijkheid aangegeven te worden en worden vergezeld van een verklarende synthesenota.";

2° § 1 wordt aangevuld met drie leden luidend als volgt :

"De oproeping en de stukken betreffende de agendapunten kunnen elektronisch toegezonden worden indien de mandataris daarom schriftelijk heeft verzocht en over een elektronisch adres overeenkomstig deze paragraaf beschikt.

Het provinciecollege stelt een persoonlijk elektronisch adres ter beschikking van elk lid van de gemeenteraad.

Het huishoudelijk reglement bepaalt de nadere regels voor de toepassing van deze paragraaf.";

3° in § 2 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"De griffier of de door hem aangewezen ambtenaar alsmede de ontvanger of de door hem aangewezen ambtenaar blijven ter beschikking van de raadsleden om hun technische inlichtingen die nodig zijn voor het begrip van de dossiers te verstrekken ten minste tijdens twee periodes vóór de zitting van de provincieraad, waaronder één periode tijdens de normale openingsuren van de kantoren en één periode buiten deze uren. Het huishoudelijk reglement bepaalt de nadere regels voor de toepassing van deze paragraaf.";

2° in § 4 worden de woorden "verklarende nota" vervangen door de woorden "verklarende synthesenota".

**Art. 7.** Artikel L2212-32 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt :

"§ 6. De provincieraad kan het provinciecollege afvaardigen voor de toekenning van de toelagen :

1° die in de begroting nominatief worden opgenomen, binnen de perken van de kredieten die er daartoe opgenomen zijn en door de toezichtoverheid zijn goedgekeurd;

2° in natura;

3° die door de dringende noodzakelijkheid of wegens dwingende en onvoorziene redenen gemotiveerd worden.

De op basis van het eerste lid, 3°, aangenomen beslissing van het provinciecollege is met redenen omkleed en wordt voor akteneming medegedeeld aan de provincieraad bij zijn volgende zitting.

Jaarlijks brengt het provinciecollege een verslag aan de provincieraad over :

1° de toelagen die hij tijdens het boekjaar krachtens dit artikel heeft toegekend;

2° de toelagen waarvoor hij tijdens het boekjaar krachtens artikel L3331-7 de uitoefening ervan heeft gecontroleerd."

**Art. 8.** In artikel L3111-2 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1° worden de woorden "Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen van het Ministerie van het Waalse Gewest" vervangen door de woorden "Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst";

2° in punt 4° worden de woorden "het provinciecollege" opgeheven.

**Art. 9.** Artikel L3122-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het Waalse decreet van 22 november 2007, wordt gewijzigd als volgt :

1° in 4°, a) worden de woorden "de keuze van de gunningswijze" opgeheven;

2° 5° wordt opgeheven.

**Art. 10.** Artikel L3122-3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het Waalse decreet van 22 november 2007, wordt gewijzigd als volgt :

1° punt 1° wordt opgeheven.

2° in 4°, a) worden de woorden "de keuze van de gunningswijze" opgeheven;

3° punt 5° wordt opgeheven.

**Art. 11.** In artikel L3131-1, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007 worden de woorden "het provinciecollege" vervangen door de woorden "de Regering".

**Art. 12.** Artikel L3132-1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 22 november 2007, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1 wordt het woord "provinciecollege" vervangen door het woord "Regering";

2° in § 1, eerste lid, wordt de term " § 1" opgeheven;

3° in paragraaf 1 wordt het tweede lid opgeheven;

4° paragraaf 2 wordt opgeheven.

5° in § 3 wordt de eerste zin vervangen als volgt : "De Regering mag geheel of gedeelte van de akte die haar goedkeuring behoeft, al dan niet goedkeuren";

6° in § 3 worden de woorden "mogen de toezichthoudende overheden" vervangen door de woorden "mag de Regering"; in § 3, tweede lid, worden de woorden "ze mogen" vervangen door de woorden "ze mag";

7° § 4 wordt vervangen als volgt : "De Regering neemt haar beslissing binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van de akte en van haar bewijsstukken. De termijn wordt op veertig dagen gebracht wat betreft de akten bedoeld in artikel L3131-1, § 1, 6°, § 2, 5°, en § 3, 2°. De Regering mag de termijn verlengen die haar gesteld is om haar bevoegdheid uit te oefenen met een maximale duur die gelijk is aan de helft van die termijn.

**Art. 13.** Artikel L3133-1 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 14.** Artikel L3133-2 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 15.** Artikel L3133-4 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 16.** Artikel L3133-5 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 17.** Het opschrift van Titel III van Boek IV van het derde deel van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Titel III — Toekenning van en de controle op de toekenning en het gebruik van bepaalde toelagen

Enig hoofdstuk"

**Art. 18.** In het derde deel, Boek IV, Titel III, Enig hoofdstuk, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 1 ingevoegd met als titel "Toepassingsgebied".

**Art. 19.** In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 18, wordt artikel L3331-1 vervangen als volgt :

"Art. L3331-1. § 1. Deze titel is van toepassing op elke toelage bedoeld in artikel L3331-2 die verleend is door de volgende verleners :

- 1° de provincies;
- 2° de gemeenten;
- 3° de autonome provinciebedrijven;
- 4° de autonome gemeentebedrijven;
- 5° de plaatselijke instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de eredienst, met uitzondering van degene van het Duitse taalgebied;
- 6° de gemeentelijke VZW's;
- 7° de verenigingen bedoeld in artikel L2223-13;
- 8° elke andere inrichting van provinciaal of gemeentelijk belang met rechtspersoonlijkheid opgericht bij een decreet of krachtens dat decreet;
- 9° de agglomeraties;
- 10° de federaties van gemeenten;
- 11° de verenigingen van provincies;
- 12° de verenigingen van gemeenten;
- 13° de binnengemeentelijke territoriale organen (sectoren) bedoeld in artikel L1411-1.

§ 2. De trekker van een toelage is ofwel een natuurlijke persoon, ofwel een rechtspersoon, ofwel een vereniging zonder rechtspersoonlijkheid.

§ 3. Deze titel is niet van toepassing op de toelagen met een waarde lager dan 2.500 euro verleend door de, in § 1 bedoelde verleners, behalve dat deze het recht hebben om aan de trekkers van die toelagen de door deze titel voorgeschreven verplichtingen geheel of gedeeltelijk op te leggen onverminderd de verplichtingen volgend uit die bepalingen van de artikelen L3331-6 en L3331-8, § 1, die in elk geval dwingend zijn.

Voor de toelagen met een waarde tussen 2.500 euro en 25.000 euro, kan de verlener de trekker geheel of gedeeltelijk vrijstellen van de door deze titel voorgeschreven verplichtingen zonder dat laatstgenoemde evenwel ontslagen kan worden van de verplichtingen volgend uit de bepalingen van de artikelen L3331-6 en L3331-8, § 1, 1<sup>o</sup>.

**Art. 20.** In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 18, wordt artikel L3331-2 vervangen als volgt :

"Art. L3331-2. Voor de toepassing van deze titel dient te worden verstaan onder toelage, elke tegemoetkoming, elk voordeel of elke hulp, ongeacht de vorm of de benaming ervan, toegekend voor doeleinden van openbaar belang met uitzondering van :

- 1° de toelagen onderworpen aan de bepalingen van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat en aan de bepalingen van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de Gemeenschappen en de Gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof;
- 2° de steun voortvloeiend uit een verplichting opgelegd bij of krachtens een wet of een decreet;
- 3° de bijdragen gestort door de verleners aan de inrichtingen waarvan ze lid zijn in ruil voor bijzondere dienstverleningen uitgeoefend door die inrichtingen ten gunste van de verleners;
- 4° de prijzen die verleend worden uit erkentelijkheid of als beloning voor de verdiensten van de toelagetrekker ervan;
- 5° de toelagen die door de gemeente verleend worden aan het O.C.M.W. dat ze bedient."

**Art. 21.** In het derde deel, Boek IV, Titel III, Enig hoofdstuk, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 2 ingevoegd met als titel "Toekenning van de toelagen".

**Art. 22.** In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 21, wordt artikel L3331-3 vervangen als volgt :

"Art. L3331-3. § 1. De verlener kan de volgende documenten vragen aan een rechtspersoon of een vereniging zonder rechtspersoonlijkheid die om de toekenning van een toelage verzoekt of aan wie hij wenst een toelage toe te kennen :

- 1° de begroting van het boekjaar waarop de toelage betrekking heeft;
- 2° de begroting van het gebeurtenis of van de bijzondere investering die de toelage moet financieren;
- 3° zijn meest recente jaarrekeningen.

§ 2. De toelagetrekker die verzoekt om een toelage ter dekking van reeds vastgelegde uitgaven, voegt de rechtvaardigingen van die uitgaven bij zijn aanvraag."

**Art. 23.** In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 21, wordt artikel L3331-4 vervangen als volgt :

"Art. L3331-4. § 1. De verlener formaliseert de toekenning van de toelage in een beraadslaging.

§ 2. Behalve indien een reglement van de verlener of een overeenkomst genomen in uitvoering van de beraadslaging daarin voorziet, bepaalt de beraadslaging :

- 1° de aard van de toelage;
- 2° de omvang ervan;
- 3° de identiteit of de benaming van de toelagetrekker;
- 4° de doeleinden waarvoor de toelage wordt toegekend;
- 5° de bijzondere aanwendingsvoorwaarden, in voorkomend geval;
- 6° de verantwoordingen die van de toelagetrekker wordt geëist alsook, in voorkomend geval, de termijnen waarbinnen die verantwoordingen dienen te worden overgelegd;
- 7° de uitbetalingsmodaliteiten van de toelage.

Als de toelagen toegekend worden ter dekking van uitgaven waarvoor de toelagetrekker reeds verantwoordingen heeft overgelegd, is er in de beraadslaging geen sprake van de melding bedoeld in het eerste lid, 6<sup>o</sup>."

**Art. 24.** In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 21, wordt artikel L3331-5 vervangen als volgt :

"Art. L3331-5. De verlener schort de aanneming van de in artikel L3331-4 bedoelde beraadslaging op zolang de toelagetrekker een vroeger ontvangen toelage krachtens artikel L3331-8 moet terugbetalen."

**Art. 25.** In het derde deel, Boek IV, Titel III, Enig hoofdstuk, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 3 ingevoegd met als titel "Gebruik en controle op het gebruik van de toelagen".

**Art. 26.** In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 25, wordt artikel L3331-6 vervangen als volgt :

"Art. L3331-6. De toelagetrekker :

1° gebruikt de toelage voor het doel waarvoor ze is toegekend;

2° bevestigt het gebruik ervan aan de hand van de verantwoordingen bedoeld in artikel L3331-4, § 2, eerste lid, 6°;

3° leeft, in voorkomend geval, de bijzondere aanwendingsvoorwaarden bedoeld in artikel L3331-4, § 2, eerste lid, 5° na."

**Art. 27.** In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 25, wordt artikel L3331-7 vervangen als volgt :

"Art. L3331-7. § 1. De verlener controleert het gebruik van de toelage aan de hand van de verantwoordingen bedoeld in artikel L3331-4, § 2, eerste lid, 6°.

Hij heeft ook het recht om ter plaatse de aanwending van de verleende toelage te doen controleren.

§ 2. Aan het einde van de controle(s) keurt de verlener een beraadslaging goed die bepaalt of de toelage(n) gebruikt is (zijn) voor het doel waarvoor ze is (zijn) toegekend."

**Art. 28.** In het derde deel, Boek IV, Titel III, Enig hoofdstuk, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 4 ingevoegd met als titel "Terugbetaling van de toelagen".

**Art. 29.** In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 28, wordt artikel L3331-8 vervangen als volgt :

"Art. L3331-8. § 1. Onverminderd de ontbindende bepalingen waaraan de toelage is onderworpen, betaalt de toelagetrekker de toelage terug in de volgende gevallen :

1° als hij de toelage niet aanwendt voor het doel waarvoor zij werd toegekend;

2° als hij de bijzondere aanwendingsvoorwaarden bedoeld in artikel L3331-4, § 2, eerste lid, 5° niet naleeft;

3° als hij de in artikel L3331-4, § 2, 6°, bedoelde verantwoordingen niet binnen de voorgeschreven termijnen overlegt;

4° als hij zich verzet tegen de uitoefening van de controle bedoeld in artikel L3331-7, § 1, tweede lid.

In het geval bedoeld in het eerste lid, 1° en 3°, betaalt de toelagetrekker evenwel slechts het deel van de toelage dat voor het doel waarvoor het is toegekend is of dat niet is verantwoord, terug.

Voor de toelagen in natura gebeurt de terugbetaling per equivalent.

§ 2. De verlener die bevoegd zijn tot het heffen van directe belastingen, kunnen de terugvorderbare toelagen bij dwangbevel verhalen. Het dwangbevel wordt uitgegeven door de rekenplichtige die met de terugvordering is belast. Het wordt uitvoerbaar verklaard door de administratieve overheid die bevoegd is om het kohier van de respectieve directe belastingen van die verlener uitvoerbaar te verklaren."

**Art. 30.** Artikel L3331-9 wordt opgeheven.

**Art. 31.** In artikel L1523-10, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt de volgende wijziging aangebracht :

1° de woorden "De oproepingen en" worden ingevoegd vóór de woorden "De documenten".

2° de woorden "als de mandataris daarom schriftelijk heeft verzocht en over een elektronisch adres krachtens deze paragraaf beschikt" ingevoegd na de woorden "kunnen elektronisch toegestuurd worden".

**Art. 32.** Dit decreet treedt in werking op 1 juni 2013.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 31 januari 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

*Stukken van het Waals Parlement 699 (2012-2013). Nrs. 1 tot 6.*

*Volledig verslag, plenaire zitting van 30 januari 2013.*

Bespreking.

Stemming.